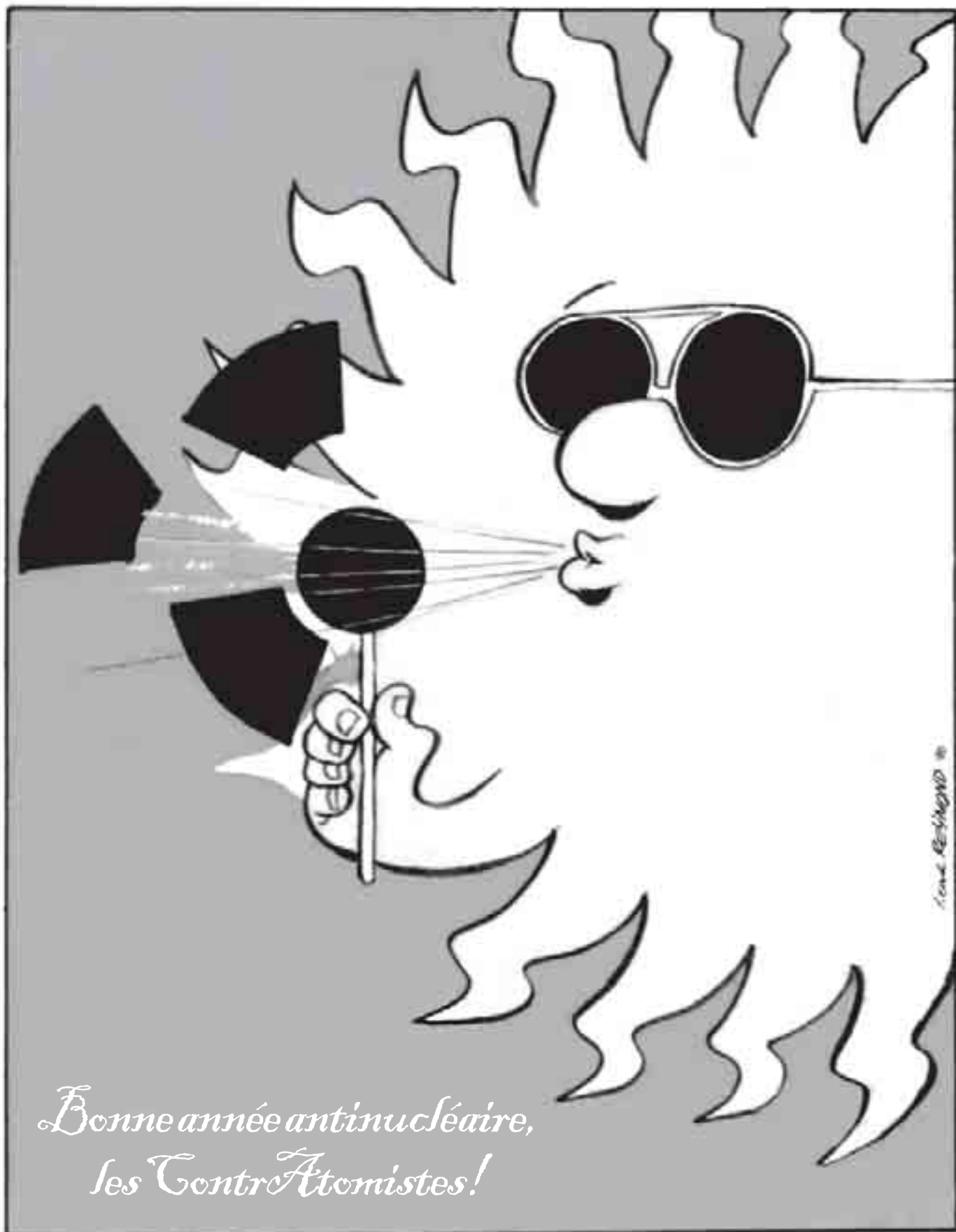


Décembre 2006

N° 84

# CONTR'ATOMISTE



*Bonne année antinucléaire,  
les ControAtomistes!*

## Initiative «Eau-Energie: notre affaire...» Le TF nous donne pleinement raison

Tout récemment le Tribunal fédéral a rendu son arrêt concernant la tentative des milieux libéraux, emmenés au Grand Conseil genevois par le député Christian Luscher, d'invalider notre initiative que le Grand Conseil avait déjà «splittée» en deux volets. (V. *ContrAtom* No 81)

En l'état, notre initiative est parfaitement recevable et nos adversaires se sont fait moucher! Leur recours antidémocratique, qui cherchait à refuser la parole aux citoyen-ne-s sur la question du maintien d'un monopole de service public, tenu à remplir les missions sociales et écologiques qui lui incombent de par la Constitution genevoise et son article antinucléaire (160E), est nul et non avenue.

Le seul hic c'est, qu'avec cette manoeuvre, les recourants libéraux ont gagné plus de six mois de prolongation des délais pour soumettre l'initiative au peuple. C'était là sans doute leur calcul malhonnête. La balle est maintenant dans le camp du Grand Conseil, qui traite l'initiative «sur le fond».

La moindre des choses serait qu'elle soit maintenant soumise aux citoyen-ne-s sans tarder... et sans attendre que les Chambres fédérales votent la LME-bis. En effet, notre initiative cantonale avait – aussi – pour objectif de permettre aux Genevois-e-s de s'exprimer en temps utile dans les urnes afin de contribuer à bloquer la manoeuvre fédérale (lire l'article en page 10)... (pv)

### CONTRATOM

CP 65

CH - 1211 Genève 8

Téléphone/répondeur:

022 740 46 12

[www.contratatom.ch](http://www.contratatom.ch)

[info@contratatom.ch](mailto:info@contratatom.ch)

**N'hésitez pas à nous appeler pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.**

Tirage 1300 exemplaires

Imprimerie du Lion

Cotisation annuelle (comprenant l'abonnement au journal): 40.- F

Abonnement au journal uniquement: 30.- F

Soutien: 60.- F ou plus...

Le CCP de ContrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité. **Mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent CCP 12-13446-0**

## Agenda

### Début 2007: dates importantes à retenir

11 mars Genève: notre référendum contre la nouvelle **loi sur l'affichage** est mis en votation. N'oubliez pas de voter et de faire **voter NON** à cette loi liberticide!

17 mars France: **manifestations** à Lille, Lyon, Rennes, Strasbourg et Toulouse. Ce serait sympa qu'une délégation de ContrAtom se retrouve **à Lyon à 14h00** place Bellecour

### Un petit message de notre trésorière

ContrAtom a décidé de soutenir financièrement le site Internet du photographe genevois Jean-Jacques Kissling, alias JJK (200.- F pour six mois) pour son lien vers le site de ContrAtom et son travail de photographe antinucléaire de longue date.

Présent à toutes les manifs, toujours à l'affût des images fortes et du détail original ou humoristique, JJK nous offre son regard aigu sur des lieux nucléarisés de Suisse et d'ailleurs, les campagnes contre les centrales, notamment le surgénérateur Superphenix à Creys-Malville, qui a mobilisé notre association durant plusieurs années, les déchets nucléaires et même une rétrospective des fameux panneaux de revendication créés par Anne-Cécile ([www.jjkphoto.ch](http://www.jjkphoto.ch) ->énergie ->manif /action). Bonne balade visuelle.

*Michèle Curtet*

**Nous vous invitons à découvrir le travail de JJK «J'ai marché à Pripiat» en page 6 et 7 de ce numéro et sur Internet [http://www.jjkphoto.ch/photo\\_pripiat.htm](http://www.jjkphoto.ch/photo_pripiat.htm)**

**Découvrez et faites découvrir la revue**

**S!ence**  
ÉCARTÉ • ALTERNATIVES • NUCLEAIRE



**Abonnement-découverte: 25.- FS**  
les 6 premiers numéros.

**Abonnement d'un an: 85.- FS**  
les 12 numéros.

**Il vous suffit d'envoyer vos coordonnées à:**

**ContrAtom - Case postale 65 - 1211 Genève 8**

**en demandant soit un bulletin de versement pour l'abonnement soit un numéro d'essai. Vous pouvez aussi payer directement sur le**

CCP: 17-497696-4

ContrAtom-Abonnement Silence-1205 Genève

### sommaire du n° 84

Editorial.....	3
L'OMS toujours sous tutelle ....	4
J'ai marché dans Pripiat.....	6
Uranium: les petites affaires de la Suisse.....	8
Brèves.....	9
Libéralisation: LME-bis.....	10
ITER.....	11
Corée du Nord.....	12

Chères, chers ContrAtomistes,

Courage, c'est nous qui avons raison! Nous avons beau en être sûrs, il n'est pas toujours facile, malgré nos fortes convictions, de garder sérénité et sang-froid face aux prises de position fracassantes et omniprésentes dans les médias des partisans du nucléaire qui voient dans cette source d'énergie la seule solution au réchauffement climatique et à la pénurie de pétrole. Pas plus tard qu'au mois d'octobre dernier, le parti radical suisse, qui prétend faire de sa formation politique le pilier de la croissance économique de notre pays, proclamait sans état d'âme qu'il était urgent de lancer un nouveau projet de construction de centrale nucléaire pour prévenir la pénurie électrique et préserver l'environnement!

Pour répondre aux chantres du nucléaire, la première chose qu'il faut bien mettre en évidence c'est que **le nucléaire ne représente que le 2 % de l'énergie totale utilisée dans le monde<sup>(1)</sup>** car il ne produit que de l'électricité. Le solde de l'énergie finale réside principalement dans les énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) consommées très largement pour le transport motorisé, le chauffage, l'eau chaude etc. Donc, même si l'on augmente le nombre de centrales nucléaires (qui ne contribueront qu'à produire de l'électricité et non à remplacer les autres sources d'énergie), on ne voit pas par quel miracle cela pourrait éviter le réchauffement climatique!

Si l'on prend l'exemple de la France, championne du « tout nucléaire » avec ses 58 réacteurs, on constate que son équipement « super atomique » n'a pas vraiment prouvé son efficacité dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Dons, suivre l'exemple de la France en multipliant la construction de centrales nucléaires ne pourrait que généraliser l'échec de cette fatale option: **réchauffement climatique ET nucléaire pour tous.**

Si le réchauffement climatique est un problème gravissime, qui ne sera en aucun cas stoppé par le nucléaire, ce dernier en revanche risque bien d'être **sérieusement mis en difficulté par les canicules** qui vont se multiplier à l'avenir. On se souvient qu'au plus chaud des étés 2003 et 2006, des réacteurs ont dû être arrosés et d'autres carrément mis à l'arrêt. Pour refroidir un réacteur, il faut en effet de l'eau or, lors des épisodes de canicule, l'eau des rivières et des fleuves manque ou est déjà trop chaude pour supporter les quelques degrés de plus que le refroidissement de la centrale provoque. Voilà donc une raison supplémentaire pour nous inciter à sortir au plus vite du nucléaire!

Autre argument souvent avancé par les pronucléaires, la soi-disant **indépendance énergétique**. De quelle indépendance parle-t-on du moment que le combustible utilisé dans les réacteurs, en l'occurrence l'uranium, ne se trouve pas dans notre sous-sol et qu'il faut aller le chercher en Afrique ou en Australie? Par ailleurs, les réserves planétaires de ce combustible sont, à l'instar du pétrole, en voie d'épuisement.

A toutes ces bonnes raisons de s'opposer à l'option nucléaire, il faut ajouter celle de l'extrême danger que représente en soi chaque installation nucléaire, véritable bombe potentielle capable de provoquer à tout instant une catastrophe planétaire. Se chauffer à la bombe, est-ce bien raisonnable?

Et, pour terminer, que dire des déchets radioactifs engendrés par cette technologie mortifère? Ces déchets monstrueux qui s'accumulent aux quatre coins de la planète et qu'on s'apprête allègrement à fourguer aux générations futures. Quel héritage! Cette honteuse perspective devrait à elle seule suffire à convaincre les partisans de l'atome que le nucléaire ne constitue en aucun cas une solution acceptable!

Alors que faire pour laisser à nos descendants une terre habitable? Quelles alternatives proposer pour sortir du nucléaire (et éviter du même coup la prolifération des armes atomiques), lutter contre le réchauffement climatique et diminuer la consommation de pétrole? Tout d'abord, il faut s'acheminer résolument vers une **réduction drastique de la consommation d'énergie**. Les économies d'énergie doivent absolument occuper une place prépondérante dans ce programme de sauvegarde de la planète, le gaspillage d'énergie effreiné auquel se livrent les pays riches étant tout simplement scandaleux.

Dans le même temps, il est urgent de financer à fond le développement des énergies renouvelables: solaire, éolienne, hydraulique, biomasse, énergie des marées, géothermie etc. ainsi que la cogénération. Toutes ces alternatives au nucléaire et au pétrole sont à explorer sans tarder, elles constitueront notre capital énergétique de demain!

De courage, il va falloir nous en armer, chers et chères ContrAtomistes, pour réussir à contrer la vague pronucléaire qui déferle actuellement sur les scènes médiatiques! Merci d'être encore et toujours avec nous! Ensemble nous réussirons à imposer nos vues. Les graines que l'on sème aujourd'hui finiront bien par germer et un jour ou l'autre on nous donnera raison!

Bonne année antinucléaire à vous et vive la vie!

**Anne-Cécile Reimann**

<sup>(1)</sup> Selon le récent rapport du Groupe Intergouvernemental d'experts sur l'Evolution du Climat (GIEC) en France, « l'énergie nucléaire en Europe représente 6% de l'énergie finale, **2% dans le monde**, 17% de l'énergie finale en France. Au vu de ces pourcentages, il n'apparaît pas justifié, pour bâtir une stratégie climat, de centrer le débat sur l'énergie nucléaire. (...) les activités qui apparaissent comme les causes premières de l'effet de serre sont les activités industrielles, le transport, la destruction des forêts et les bombes aérosols (et, dans une moindre mesure, le traitement des déchets, le chauffage des bâtiments et les centrales nucléaires !)

# L'OMS toujours sous tutelle

**ContrAtom ne lâche pas prise et dénonce une nouvelle fois l'accord contre-nature OMS/AIEA. Historique d'une mobilisation au long cours.**



Accueil de la nouvelle directrice de l'OMS

Le 9 novembre 2006, l'Assemblée mondiale de la santé se réunissait en session extraordinaire pour élire son nouveau directeur (c'est une directrice qui a été élue, elle est de nationalité chinoise). Ce jour-là, les délégués, ministres ou ambassadeurs des 192 pays siégeant à l'Assemblée étaient donc présents à Genève, entourés d'une pléiade de journalistes internationaux. En ces circonstances, ContrAtom ne pouvait pas manquer de dénoncer une nouvelle fois les collusions inadmissibles existant entre l'OMS et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Jeudi 9 novembre donc, à 12h30, une quarantaine de ContrAtomistes se retrouvent sur la place des Nations, l'assemblée se tenant à l'ONU. Les pancartes de circonstance sont brandies, une lettre ouverte adressée aux instances de l'OMS est claironnée, les slogans «OMS/AIEA divorce immédiat», «l'OMS soumise à la loi des multinationales sapristi, ça suffit», scandés et la chanson «Le nucléaire c'est la galère» entonnée avec vigueur.

A ContrAtom, on n'oublie jamais que le côté convivial est un facteur important pour maintenir le moral des troupes. Si bien que le vin chaud est servi illico presto, suivi des feuilletés au roquefort, des cakes au citron et des tartines au cenovis. La lettre ouverte a été transmise aux journalistes à l'intérieur de l'ONU par voie informatique. Aura-t-elle été reçue et lue? C'est une autre histoire!

Longue, longue histoire aussi que celle de notre acharnement à faire entendre nos exigences aux instances de l'OMS, à savoir que cette organisation **reprenne ses droits sur l'information pour tout ce qui concerne les effets de la radioactivité sur la santé humaine et qu'à cet effet, l'accord du 28**

**mai 1959 signé entre l'OMS et l'AIEA soit dûment amendé!**

## Historique de la mobilisation

Rappelons qu'en **février 2001**, ContrAtom avait déjà remis, en grandes pompes, conférence de presse et performance artistique à l'appui, deux missives aux instances onusiennes: une lettre adressée à M. Kofi ANNAN, Secrétaire des Nations Unies, et une autre adressée à Mme Gro Brundtland, alors directrice de l'OMS. Ces lettres rappelaient **l'accord contre-nature intervenu en 1959 entre les deux organisations et demandaient que l'OMS soit affranchie des contraintes qui la lient à l'AIEA, promoteur officiel du nucléaire commercial.**

Bien que cette action ait eu un assez bon écho dans la presse, les résultats sur le terrain furent quant à eux assez décevants: pas de réponse de l'ONU, réponse convenue de l'OMS: l'accord avec l'AIEA ne gênerait en aucune façon le boulot de l'OMS!

**En mai 2001**, à l'occasion de l'Assemblée annuelle mondiale de la santé, ContrAtom récidive: manifestation devant l'ONU pour rappeler nos exigences aux ministres siégeant à Genève.

Et l'année suivante, rebelote: le **15 mai 2002**, les ContrAtomistes se retrouvent une nouvelle fois sur la place des Nations pour la remise cette fois de 2.500 signatures apposées au bas des lettres adressées l'année précédente à l'ONU et à l'OMS, avec toujours la même pressante demande: **la libération de l'OMS des liens contre-nature qui l'enchaînent à l'AIEA.** A cette occasion, **le Professeur Michel Fernex**, représentant de l'Association des Médecins pour la prévention de la guerre nucléaire, **a évoqué une nouvelle fois les manquements de l'OMS concernant la catastrophe de Tchernobyl et la censure exercée à maintes reprises par l'AIEA afin que rien de gênant pour le lobby nucléaire ne soit publié.** Lors de ce rassemblement, un document-clé qui constitue une preuve flagrante des collusions OMS/AIEA, à savoir le début du film «Controverses nucléaires» de Wladimir Tchertkoff est diffusé sur une vidéo de fortune installée dans une camionnette. On y voit notamment le Professeur Fernex dialoguer avec le Professeur Nakajima, ancien Directeur de l'OMS. Ce dernier déclare claire-



Mai 2001, nouvelle manifestation devant l'ONU

ment qu'entre l'OMS et l'AIEA, aucun doute n'est possible quant à savoir qui commande: **pour tout ce qui concerne le nucléaire tant civil que militaire, c'est bel et bien l'AIEA qui mène la barque. Cela s'explique par le fait que cette instance dépend directement du Conseil de sécurité de l'ONU, donc des grandes**

puissances, tandis que d'autres agences spécialisées, telles que l'OMS ne sont rattachées qu'au Conseil du développement économique et social. «Ce n'est pas une question de hiérarchie nous sommes tous égaux, a-t-il textuellement déclaré, mais dans les affaires atomiques, dans l'utilisation militaire et dans l'utilisation pacifique ou civil du nucléaire, c'est l'organisation qui dépend du Conseil de sécurité qui a autorité.»



En février 2001, ContrAtom était déjà devant l'ONU

Après une telle déclaration émanant d'une personne qui sait de quoi elle parle, les instances de l'OMS, qui jurèrent que l'accord incriminé ne gêne en rien leur mission, ne peuvent qu'aller se rhabiller!

Pendant plusieurs années, nous avons espéré qu'une prise de conscience internationale allait naître et que les nombreuses impostures de l'OMS résultant de ses liens avec l'AIEA finiraient par éclater au grand jour et susciter enfin des réactions salutaires, notamment après la publication, en mars 2002, du rapport « final » sur l'uranium appauvri du Groupe de travail sur les Balkans. Scandaleusement, **ce rapport concluait que l'utilisation de l'uranium appauvri dans les conflits ne posait pas vraiment de problème.**

Pas question pour ContrAtom de lâcher prise, raison de notre énième rassemblement devant l'ONU en novembre dernier dont je vous parlais au dé-

## Les SIG se lancent dans la promotion des économies d'énergie et ContrAtom dans le «coming out» électrique

**Alors que l'idée d'une consommation d'énergie plus sobre se trace péniblement un chemin dans la population, nous vous proposons une véritable mise à nu en public, non pour se poser en modèle, mais pour dire «OUI, des économies sont possibles.»**

Comme vous l'avez lu, les Services industriels du canton de Genève (SIG) veulent investir plus sérieusement dans la promotion d'une utilisation rationnelle de l'énergie. *La Tribune de Genève* proposait sur son site Internet en décembre un forum à ce sujet. Beaucoup de réactions étaient positives, mais on trouvait aussi des gens qui estiment que les SIG sont là pour produire toujours plus et qu'on ne leur demande pas de penser à autre chose! Sans parler de certains qui allaient jusqu'à nous ressortir l'argument archaïque de «Y-veulent-nous-faire-retourner-à-la-bougie!».

Plutôt que de vous sortir des grandes théories avec des graphiques et chiffres complexes que je ne maîtrise pas, j'ai pensé qu'il serait bon de faire notre «coming out» en matière de consommation énergétique.

### Je me propose donc de lancer la série, en prenant mon cas personnel

Nous sommes un ménage genevois de cinq personnes, dont deux adolescents et un petit enfant. Nous disposons de tout le confort moderne, dans un appartement de six pièces de 117 mètres carrés. Nous avons trois ordinateurs, quatre chaînes stéréo, une machine à café, un grill à marrons, deux téléphones portables (désolé), trois radioréveils, un cochon d'Inde (non électrique), deux humidificateurs, un aspirateur et un réfrigérateur avec congélateur 3 étoiles. De plus, nous

avons choisi l'électricité la plus écolo et la plus chère «le tarif vert». Malgré cela, nous venons de recevoir notre facture d'électricité: 34,40 F pour deux mois, soit 17,20 F par mois. Ce qui correspond à une consommation de 61 kWh par mois. Un voisin (trois enfants et même niveau de confort environ) m'a confié payer plus de 120 F par mois.

### Pourquoi une telle différence ?

Je suppose que plusieurs facteurs l'expliquent:

- nous avons une cuisinière à gaz
- nous avons un frigo moderne extrêmement économique
- tout notre éclairage est à ampoules basse consommation (7 à 13 W)
- par contre nous ne sommes pas hyper-disciplinés pour éteindre la lumière en sortant d'une pièce...
- nous n'avons pas de lampes halogènes de 500 watts pour éclairer le plafond...
- nous n'avons aucun stand-by: chaque ordinateur est relié à une rampe à interrupteur.
- la machine à café est éteinte après les repas...

Donc, sans revenir à la bougie, on peut très bien économiser électricité ET argent, tout en achetant du courant vert.

Voilà, vous savez tout sur ma vie intime. Alors qui se lance pour donner, en toute modestie, un autre cas concret de consommation d'électricité?

Merci d'avance pour votre participation.

**Philippe Gobet**

but de cet article. Des actions internationales se mettent en place, une nouvelle pétition adressée aux divers ministres siégeant à l'OMS est en préparation. Cette mobilisation est très importante car aussi longtemps que les organisations internationales continueront à minimiser l'impact des effets de la radioactivité sur l'être humain et l'en-

vironnement, l'opinion publique, maintenue dans l'ignorance, continuera à penser que l'atome, tout compte fait, ce n'est pas si dangereux et que la construction de nouvelles centrales nucléaires est une option acceptable!

**Anne-Cécile Reimann**

# J'ai marché dans Pripiat

**Texte et images: agence [www.jjkphoto.ch](http://www.jjkphoto.ch)**

Depuis trois ans, je réalise des performances photographiques : je traverse des villes à pied et fixe sur la mémoire sensible de mon appareil les atmosphères citadines que je croise ce jour-là.

Ensuite, j'expose mon chemin dans l'ordre chronologique, sur Internet ou sur des murs. Les photos sont légendées minute par minute comme un roman-photo. C'est le souvenir d'un jour certain. (Liste des 20 villes performées: <http://www.jjkphoto.ch/page45.htm>)



12h31mn42sec / vue depuis la place sur le bloc 4 de la centrale

Donc, j'ai traîné mes bottes sur de prestigieux bitumes où le bruit, les transports, les gens, les travailleurs, la publicité, les architectures tissent une toile de fond appelée vie urbaine, seul point commun de toutes ces cités traversées. Vous allez me dire que, avoir photographié 90 km de centres-villes pour constater que la ville vit, c'est un peu facile.

**Pourtant, ce 11 août 2006 à 12h32, je suis seul dans une ville qui ne vit plus.**

Qu'est-ce que c'est une ville qui ne vit plus? Une cité oubliée et retrouvée pour la plus grande joie des archéologues et des touristes ? Non, une ville qui ne vit plus n'attire personne.



12h40mn56sec / hôtel Polissa



12h43mn38sec / le centre de Pripiat vu de l'hôtel

Une ville fantôme où l'odeur de la mort plane entre les murs brûlés, où les cris des citadins résonnent encore ? Non, une ville qui ne vit plus n'a pas son nom dans l'histoire, ses héros sont partis mourir ailleurs, l'ennemi était invisible mais sournois.



12h46mn17sec / les Pripiatiens se rencontrent sur le net

En face de moi, à 300 mètres, la bête, le monstre endigué dans son cénotaphe monumental, en béton serti de poutrelles rouillées, emballé dans des fumerolles laiteuses qui courent le long des flancs de son sarcophage.

Ces quelques centaines de mètres cube de béton qui me cachent la vue, focalisent les regards du monde entier, alors que la vérité est derrière moi à quelques kilomètres. C'est Pripiat, ville témoin de l'industrie nucléaire.

Pripiat a été construite en 1970 en même temps que la centrale atomique, selon les meilleurs concepts soviétiques en matière d'urbanisme, joie de vivre et culture. Très vite, une cité de 48 000 âmes a vu le jour, avec sa grande place centrale, une fontaine majestueuse, des marches en marbre menant au magasin d'Etat «Univers», sur la droite de la place l'hôtel Polissa, le centre culturel «Energetik», la poste, une école technique. Bref, une ville modèle, promue à un avenir exemplaire.



12h51mn25sec / la grande roue et le parc culture

Le 26 avril, le vent souffle dans le mauvais sens, la ville reçoit poussières de graphite, pluies d'isotope accompagnées des rayonnements bêta, gamma. Une aubaine pour les observateurs internationaux des catastrophes non naturelles. Un drame humain d'une ampleur impensable, sur lequel je ne reviendrai pas, mais que je vous invite à ne pas oublier.



12h54mn22sec / au centre commercial

Par contre, s'il y a une chose que je dirai, c'est bravo aux liquidateurs, des milliers de jeunes gens qui ont donné 25 secondes de leur vie, en échange de cancers et autres problèmes de santé. Je doute que dans nos contrées ouatées un élan solidaire et suicidaire comparable à celui des pompiers ukrainiens existerait en cas de catastrophe. Et s'il serait couvert par les assurances-vie ?

Revenons à Pripjat, évacuée le 27 avril 1986, ses rues désertes, son parc de la culture présentant un taux de radioactivité exceptionnel. Il y a 20 ans les gens sont partis, depuis RIEN. RIEN, si ce n'est les saisons qui continuent à se succéder. La végétation enfin libre envahit lentement mais sûrement l'espace réservé aux humains. Autre signe d'une ville sans vie, le silence qui règne en maître, la ville n'émet aucun bruit humain ou animal, rien ne vient troubler cette quiétude malsaine. Même le vent frais, vent du matin, le colporteur de ce malheur, refuse de chanter dans la cime des grands pins!

Il y a dix ans, un site dédié à la ville morte a ouvert sur internet. Une renaissance virtuelle. D'ailleurs, sur le bord

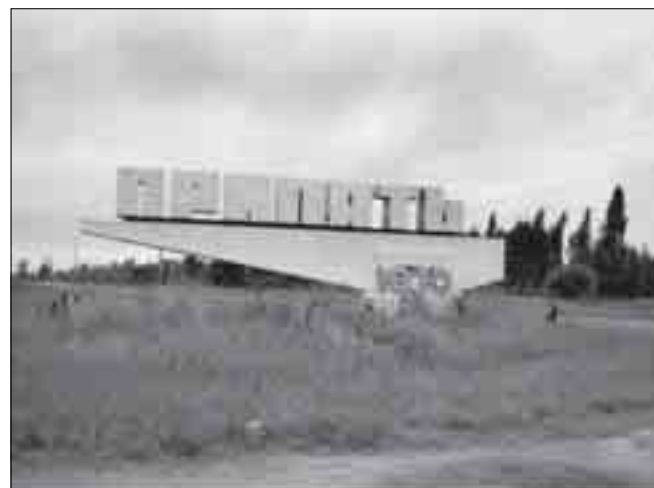
de la place centrale un panneau bleu et blanc annonce «on se rencontre maintenant sur [www.pripyat.com](http://www.pripyat.com)» c'est le seul indice dans toute la cité qui prouve que la vie a continué pour les pripiatiens, mais sur internet seulement.

2006, c'est la commémoration des 20 ans de la «ville sans vie». Malgré ce label unique, personne n'était là pour fêter l'événement. Ma surprise fut d'autant plus grande, quand j'ai découvert, en primeur, le travail de sept artistes russes et allemands. Ils ont réalisé deux mois plus tôt une vingtaine de graffitis au centre même de la ville. Les graffitis représentent des enfants qui jouent. Ils sont figés sur le mur, comme atomisés, ces fantômes immobiles sont les seuls témoins de mon passage.



12h57mn58sec / tour de Pripjat

Sur le chemin du retour, des ouvriers réparent la route et dégagent les panneaux «attention radioactivité». Derrière ces banalités, s'annonce la venue du tourisme. Pour quelques dollars, vous pourrez très prochainement visiter la seule ville sans vie d'Europe, son exposition d'art urbain et le sarcophage de la bête endormie. Vous aurez, inclus dans le prix, une combinaison en papier de Sibérie, un dosimètre pour prouver votre contamination, une gourmandise iodée et un autocollant «Je suis allé à Tchernobyl».



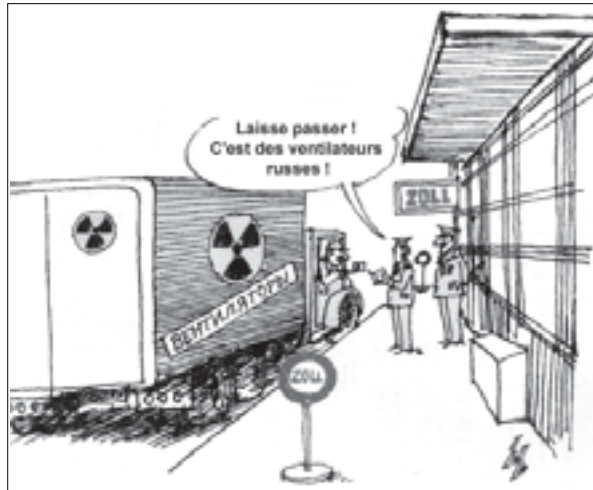
13h10mn13sec / Pripjat aura vécu 16 ans (1970-1986)

# Uranium: les petites affaires de la Suisse

**La Confédération doit composer avec un passé encombrant : plusieurs entreprises suisses ont participé ces dernières années aux programmes d'enrichissement de l'uranium avec Téhéran. La Suisse a aussi servi de lieu de transit pour divers trafics.**

La crise autour du programme nucléaire iranien menace de durer. Tandis que le Conseil de sécurité de l'ONU envisage un projet de résolution assorti de sanctions pour condamner Téhéran, des entreprises suisses délivrant depuis plusieurs années des technologies sensibles aux pays de «l'axe du Mal» sont aujourd'hui dans le collimateur du gouvernement de Washington, aux côtés de leurs concurrentes allemandes ou britanniques.

En 2004, l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) avait déjà envoyé aux autorités fédérales une liste des entreprises helvétiques suspectes. Selon Frederick Lamy, du Centre de Politique de Sécurité à Genève, les Iraniens auraient notamment reçu des pompes à vide de l'entreprise allemande Leybold – qui a aujourd'hui fusionné avec l'entreprise suisse Unaxis AG. Le département du Trésor améri-



cain passe actuellement en revue la coopération de firmes et de capitaux suisses travaillant pour des expérimentations nucléaires en Corée du Nord et en Iran.

Les experts internationaux ont notamment pointé plusieurs sociétés dans le canton de Saint-Gall, fournissant pompes et valves pour des installations

nucléaires : VAT, CORA, CETEC (aujourd'hui, Phitec AG). AGIE et Charmilles Technologies ont ainsi vendu des machines de précision à l'Iran et la société AGIE un équipement permettant de produire des missiles balistiques. La société Schaublin aurait fourni de son côté des machines pour façonner l'uranium déposé dans les centrifugeuses en Irak. Sulzer AG et VAT Haag ont enfin défrayé la chronique en fournissant des composants décisifs pour l'enrichissement de l'uranium en Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid...

## La Suisse : plaque tournante du trafic d'uranium

Mais il n'y a pas que la production et la livraison de pièces pour les centrifugeuses qui risquent d'embarrasser aujourd'hui l'ambassade de Suisse à Téhéran, représentant également les USA depuis 1980. La presse anglaise *(suite p.9)*

## Une «mafia de l'uranium» en Suisse ?

L'étude des statistiques fournies par l'Administration fédérale des douanes (AFD) montre que la Suisse exporte bien plus d'uranium qu'elle n'en importe, alors qu'elle n'est pas un pays producteur. En 1994, elle se contente de se procurer 16 kilos d'uranium naturel, mais en réexporte 13,8 tonnes vers la France. La Confédération aurait constitué depuis bien longtemps des réserves importantes, se fournissant abondamment auprès du bloc de l'Est. La statistique de 1988 nous indique pour l'URSS une importation de 2,7 tonnes d'uranium enrichi en U235 et ses composés, notamment plutonium. La même année, elle a importé, toujours d'URSS, pour 10,4 tonnes d'uranium appauvri.

Divers «trafics de matériel nucléaire avec les pays de l'Est» ont fait l'objet d'interventions parlementaires à Berne. Pour les années 1970-1980, ces relations avec le bloc de l'Est, ou avec le régime d'apartheid sud-africain, auraient été intéressantes à creuser. Hélas, impossible de connaître les données pour les années précédant 1988 : elles ont été fondues dans un magma indéchiffrable. «Les importations et exportations d'uranium étaient alors regroupées avec un ensemble global de métaux», justifie un responsable de l'AFD. De même, on ne trouvera pas les entrées «Afrique du Sud» ou «Namibie» parmi les pays fournisseurs de la Suisse : «les statistiques mentionnent le pays de provenance de la marchandise, pas le pays d'origine».

L'historien Peter Hug note qu'en plein régime d'apartheid, le gouvernement suisse a bénéficié d'importations d'uranium «facilitées» dans le contexte d'une coopération militaire très étroite avec Pretoria. Des commerces «gris» auraient également été effectués avec la Namibie, une ex-colonie de l'Afrique du Sud. Enfin, l'existence d'une «mafia de l'uranium en Suisse» opérant parfois avec la complicité des services secrets suisses a aussi été dénoncée par des députés, pour des affaires concernant la découverte de lots mystérieux (10 kilos d'uranium naturel retrouvés en 1993 sur une aire de repos d'autoroute vers Zurich, 50 kilos retrouvés en 1989 dans un hôtel autrichien, proche de la frontière suisse). Autant dire que certaines importations stratégiques suisses ou réexportations sensibles passent par un canal officieux, sans être répertoriées par l'AFD. Pour l'heure, c'est surtout le trading suisse de l'uranium, tentaculaire, qui inquiète des mouvements antinucléaires comme Nuclear Free Australia: le leader mondial Glencore, basé à Zoug, a tenté de s'imposer avec sa filiale Xstrata sur le marché australien, après avoir traité des affaires sulfureuses avec l'ex-URSS. Contacté à Zurich, Leo Scherer, de Greenpeace, confirme que la Suisse s'approvisionne en uranium en partie sur les «spot market» - qui font la fortune de Glencore - et en partie sur la base de contrats à long terme. *(GLabarthe / DATAS)*

s'est ainsi inquiétée il y a quelques mois d'un chargement d'uranium illégalement extrait de la République démocratique du Congo et destiné à l'Iran. Il aurait transité par le territoire de la Confédération helvétique.

A Berne, le responsable des sanctions au Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco), Othmar Wyss, nous répond qu'aucun trafic de la sorte ne lui a été signalé. Il confirme qu'il existe bel et bien «des importations en Suisse, qui sont en destination des centrales nucléaires. Les exportations suisses concernent le traitement des déchets radioactifs».

Tous ces mouvements se feraient sous haute surveillance, en lien avec des inspections de l'AIEA. Quelles en sont les quantités ? L'Administration fédérale des douanes nous livre des statistiques insignifiantes: entre 1 et 45 kilos d'uranium importés en Suisse ces dix dernières années (voir l'encadré p. 8), alors qu'il faut plus de 300 tonnes annuelles pour servir de combustible à nos centrales nucléaires...

Autre surprise : ces statistiques nous apprennent que **la Suisse a acheté dans les années 1980 des dizaines de tonnes d'uranium sur le marché soviétique**. A côté de la filière officielle destinée à servir de combustible aux centrales nucléaires suisses, on note même qu'elle importe aussi à l'occasion du minerai brut d'uranium, de l'uranium appauvri ou du plutonium, pour les réexporter ensuite à l'étranger !

La liste des entreprises privées fournissant l'uranium en Suisse ne sera pas mentionnée. Malgré des demandes répétées auprès des instances concernées, ni l'Office fédéral de l'énergie, ni l'Office fédéral de la santé ne nous ont renseignés à ce sujet. Des deux côtés, on invoque un domaine «confidentiel», lié à des intérêts économiques privés.

L'expert français en sûreté nucléaire Pierre Tanguy reconnaît qu'en ce qui concerne l'uranium, depuis la création de l'AIEA en 1957, «le secret industriel s'est maintenu comme dans tout autre industrie». Même constat chez Greenpeace, qui estime que l'AIEA, à force de se courber devant les intérêts du secteur privé, «a échoué dans ses tentatives d'instaurer des réglementations strictes de sécurité».

## Brèves

### L'opinion mondiale contre la construction de centrales nucléaires !

Une majorité de citoyens de 18 pays se sont dit hostiles à la construction de nouvelles centrales nucléaires selon un sondage publié par notre ennemi de toujours l'AIEA!

Le sondage, réalisé par un institut américain, a été mené en Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie,



Cameroun, Canada, Corée du Sud, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Hongrie, Inde, Indonésie, Japon, Maroc, Mexique et Russie.

62% des citoyens pensent que les réacteurs nucléaires existants doivent continuer à être utilisés, mais **59% rejettent la construction de nouvelles centrales nucléaires**.

Une majorité de sondés (54%) a par ailleurs jugé «élevé» le risque d'une attaque terroriste de type nucléaire, contre 28% estimant ce risque «faible». PG/ source AFP 14/12/2005

### Solaire pas cher pour les pro-nucléaires !

Selon une enquête publiée dans *Le Monde* du 8 novembre 2006, le coût de l'énergie solaire ne cesse de baisser. «Au début des années 1990, quand les promoteurs du solaire annonçaient le prix du kilowattheure (kWh) photo-

Absence de contrôles, inefficacité des sanctions, c'est aussi ce qui a permis à la Suisse de constituer des stocks stratégiques: 1609 tonnes d'uranium naturel, 1422 tonnes d'uranium enrichi, selon des chiffres fournis à Zurich par Leo Scherer, de Greenpeace, citant un rapport de l'OCDE couvrant la période 2005-2006. Prévoyantes, les autorités

voltaïque, tout le monde rigolait: on était 10 fois au-dessus du tarif de l'électricité achetée à EDF. Quinze ans après, les coûts ont été divisés par deux ou trois, et plus personne ne se moque.»

Selon Philippe Malbranche, spécialiste des technologies solaires au Commissariat à l'énergie atomique (!!!), à terme, le solaire va s'imposer, non par choix idéologique ou souci de l'environnement, mais parce qu'il sera économiquement le plus rentable!!!

Le marché mondial des cellules photovoltaïques affiche une croissance insolente, proche de 40 % par an. Le Japon a été le premier à tracer la voie, à la fin des années 1990, avec une politique volontariste visant à couvrir la moitié de sa consommation électrique domestique en 2030. Le pays du Soleil-Levant totalise aujourd'hui 40% de la puissance mondiale installée. PG

### L'énergie marémotrice mise à profit

Une entreprise britannique a mis au point un prototype de turbine qui ressemble à un moulin à vent subaquatique. Une pale d'une longueur de 11 mètres est assemblée sur une structure de pieux enfoncée dans le fond marin. Cette turbine de 300 kW, également connue sous le nom de Seaflow Project, a été installée au large de la côte sud de l'Angleterre en juin 2003. Les structures d'ailes pivotent avec l'inversion des marées. Selon un expert, le potentiel des turbines immergées est immense. Pour les deux décennies à venir, il prévoit l'installation de plus de 100.000 unités à travers le monde qui généreront de l'électricité dans de grands champs de turbines marémotrices.

PG/Source: [www.nickel institute.org](http://www.nickel institute.org)  
Détails sur: [www.marineturbines.com](http://www.marineturbines.com)

fédérales auraient constitué l'essentiel des réserves à une époque où les prix étaient au plus bas, avec de l'uranium obtenu entre autres sur les marchés captifs de Namibie, les marchés sensibles du bloc de l'Est, ou de pays frappés d'embargo comme l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid.

Marc Trezzini et Gilles Labarthe / DATAS

# Electricité: le Conseil national aggrave la LME-bis... et nous pousse au référendum

**Lundi 11 décembre, le Conseil national a fait un pas de plus dans le sens de l'«ouverture» du marché de l'électricité, c'est-à-dire vers la privatisation, la libéralisation et la marchandisation de ce fluide vital, malgré le vote populaire de 2002 contre la LME que ContrAtom avait soutenu.**

## Le Conseil national rétrograde

Lors de la session d'automne du parlement à Flims aux Grisons, un «compromis» avait pourtant été ficelé au Conseil des Etats, qui avait rallié les suffrages de tous les «sénateurs». Il prévoyait l'«ouverture» du marché en deux étapes, d'abord pour les gros consommateurs dont la consommation sur un site dépasse les 100 MWh et ensuite, cinq ans après, pour tous les autres. Ce *deal*, visant à débiter l'ouverture du marché en tranches, pour mieux en faire avaler la pilule, a été remis en cause en décembre par la majorité de droite du Conseil national. Celle-ci a accepté – au nom de la possibilité pour les PME de bénéficier tout de suite des prétendus bienfaits de la libéralisation – d'autoriser les consommateurs commerciaux, quelle que soit leur taille, à s'«associer» pour acheter ensemble du courant sur le marché «libre», la seule obligation étant que ces «associés» aient une consommation cumulée sur l'ensemble de leurs sites, qui atteigne le seuil prévu.

Cette divergence avec le Conseil des Etats a au moins un mérite, elle signifie qu'en principe les Chambres n'arriveront pas à se mettre d'accord lors de cette session de fin d'année et que la nouvelle LME-bis, dite LAPeI ne verra probablement le jour qu'au printemps. Les perspectives de référendum en sont améliorées, d'autant que certains milieux syndicaux qui avaient consenti au compromis se sentent bernés et pourraient s'associer au référendum qui devrait être lancé.

## Baisse de la consommation aux oubliettes

Concernant le volet environnemental, le Conseil national a également liquidé le projet d'inciter les ménages à faire des économies d'énergie. En effet, le projet tel qu'il était sorti du Conseil des Etats, prévoyait un objectif de baisse de 15% de la consommation électri-



*Pascal Couchepin devrait lire plus souvent le journal de ContrAtom*

que des ménages pour 2030! Cet objectif était évidemment déjà dérisoire, bien en-deçà par exemple de ce que prévoit l'Union européenne... Pourtant, la majorité de droite du Parlement n'en a pas voulu. L'objectif a été reformulé et c'est une simple «stabilisation» de la consommation au niveau de celle prévalant au moment de l'entrée en vigueur de cette nouvelle loi qui est prévue pour 2030.

Pour ce qui est des autres prétendues améliorations écologiques, on ne peut mieux faire que de citer le courrier adressé par la Fondation Suisse de l'Energie (SES) aux parlementaires à la veille de ce débat: «*Cette loi n'apporte nullement un retournement de tendance vers une énergie propre, efficace et un approvisionnement sûr en électricité. Il s'agit plutôt du «business as usual» avec quelques retouches écolo-cosmétiques.*»

Au chapitre écolo-cosmétique, il y aura certes un peu plus d'argent pour les

énergies renouvelables, le National en effet est passé de 0,5 à 0,6 ct par KWh de prélèvement à cette fin. Mais la liquidation par cette LME-bis des monopoles publics existants représente une atteinte bien plus grave pour celles et ceux qui veulent une réelle baisse de consommation et qui pensent que sortir du nucléaire est une urgence vitale. Elle signifie par exemple que tous les consommateurs pourront, à terme si ça leur chante, acheter du courant électronucléaire bradé... elle mine la possibilité de contrôler démocratiquement les tarifs électriques, puisque ceux-ci seront dictés par un marché, où les prix dégressifs pour les gros consommateurs deviendront la règle. Elle sape également les moyens à disposition des entreprises publiques, comme les SIG à Genève, pour le développement de programmes ambitieux de réduction de la consommation et de nouvelles alternatives renouvelables.

**Pierre Vanek**

# Fusion nucléaire: les raisons du plus fort sont toujours les meilleures ...

**Les représentants des pays participant au projet ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor) viennent de signer un accord permettant la construction du réacteur expérimental de fusion nucléaire dans le sud de la France. La Chine, la Corée du Sud, les Etats-Unis, l'Inde, le Japon, la Russie et l'Union européenne ont ainsi ouvert la voie à la réalisation, à Cadarache, de cet équipement pharaonique.**

## ITER en «bref»

Si toutes les centrales nucléaires en service dans le monde fonctionnent sur le principe de la fission, le projet ITER se propose, quant à lui, d'expérimenter **la fusion nucléaire**. Or, à l'heure actuelle, seul le processus de fusion nucléaire de la bombe atomique à hydrogène ou à neutron est «maîtrisé» sur le plan technique.

Le coût du projet ITER est estimé à plus 10 milliards d'euros<sup>(1)</sup>. Par ailleurs, la réalisation de ce programme de recherche va engendrer une consommation d'énergie astronomique. Pour démarrer la réaction, il faut disposer de 500 MW (soit la moitié de la capacité d'une centrale nucléaire !), fournis par l'ensemble du réseau pendant une dizaine de secondes. De façon permanente, l'installation a besoin de 120 MW. Bref, loin de produire de l'énergie, ITER sera un gouffre électrique.

De plus, même si l'expérience se révèle réussie, ce qui est loin d'être évident, des réacteurs de type industriel utilisant la fusion ne pourrait voir le jour que dans plusieurs décennies. Selon Frédéric Marillier de Greenpeace, «ce projet n'a pas de sens étant donné l'urgence dans laquelle nous sommes pour lutter contre les changements climatiques. L'enjeu se situe dans la réduction par 4 de nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050, et non pas dans un programme de recherche, qui de l'avis même des experts les plus optimistes, n'aura pas une production commerciale avant 2080, si bien sûr ce projet aboutit un jour!

Avec ces 10 milliards d'euros on pourrait mettre en service 10.000 MW d'éolien, fournissant une électricité propre à 7,5 millions de foyers européens. La communauté internationale devrait investir cet argent dans des mesures

d'efficacité énergétique comme la rénovation des bâtiments, une politique des transports en commun et surtout le développement des énergies renouvelables qui créeront beaucoup plus d'emplois.»

## Accord pas encore ratifié

Les signataires de cet accord ainsi que les médias n'insistent pas sur le fait que, avant d'entrer en vigueur, cet accord doit encore être ratifié par les pays signataires... Et plusieurs pays, dont les USA, pourraient ne pas le ratifier! David Goldston, leader de la Commis-

du projet ou augmenterait de manière significative la contribution financière de la France, pourtant déjà énorme.

## Les meilleurs physiciens contre ITER

Contrairement à ce que prétend la propagande officielle (une énergie «sûre et propre»), le réacteur ITER mettra en danger les habitants de la région.

Le Prix Nobel de physique 2002, le Japonais Masatoshi Koshiha, a expliqué que le réacteur nucléaire fondé sur ITER, qui brûle du tritium, est extrêmement dangereux du point de vue de la sûreté et de la contamination de l'environnement. Le flux de radiations de 2 kilos de tritium est pratiquement du même niveau que celui produit par l'accident de Tchernobyl et suffirait à tuer 2 millions de personnes.

Pierre-Gilles de Gennes, également prix Nobel de physique, dénonce lui aussi le projet: «Je trouve que l'on consacre beaucoup trop d'argent à des actions qui n'en valent pas la peine. Exemple, la fusion nucléaire. Les gouvernements européens, de même que Bruxelles, se sont rués sur le réacteur expérimental ITER sans avoir mené aucune réflexion sérieuse sur l'impact possible de ce gigantesque projet. (...) Il faudrait construire une usine du type de La

Hague autour de chaque réacteur pour pouvoir traiter sur site les matières fissibles extrêmement chaudes, qu'on n'a pas le droit de transporter par voie routière ou ferroviaire. Vous vous rendez compte de l'ampleur d'un tel projet !»<sup>(2)</sup>

(suite p. 12)



sion scientifique du Congrès, a confié en mai 2005 à la revue *New Scientist*: «La participation des Etats-Unis dans le projet ITER est peu vraisemblable.»

Le Réseau «Sortir du nucléaire» dénonce un arrangement, que la France entend faire signer par les différents pays, qui permettrait aux autorités de démarrer les travaux dès la signature de l'accord sans attendre le terme des processus de ratification. Cette manœuvre, vraisemblablement illégale, est aussi irresponsable dans la mesure où la défection de certains pays remettrait en cause l'existence même

(1) A noter que, dès 2008, la Suisse pourrait investir environ 30 millions de francs dans le projet. La science helvétique est de toute manière impliquée par le biais des recherches financées par le programme Euratom, auquel elle participe à hauteur 8 millions de francs. Ainsi, un groupe de recherche de l'EPFL bénéficie de ces fonds.

(2) Les Echos - Jeudi 12 janvier 2006

### Un désastre écologique

Antoine Calandra, de l'Association Mediane, dénonce les conséquences importantes sur la région et son environnement que vont engendrer les premiers travaux en vue de l'implantation du projet ITER à Cadarache, dès 2007.

Le passage des 300 convois exceptionnels va nécessiter abattages d'arbres, démolitions et reconstructions de ponts, surélévations de pylônes très haute tension, élargissements de routes, aménagements de traversées d'autoroutes, de carrefours etc.

De plus, pour construire ITER, **180 hectares de forêt domaniale seront détruits** auxquels il faut ajouter des terrains au moins aussi grands sur lesquels vont être déposés les matériaux extraits de l'excavation avec comblement probable d'un vallon (car le réacteur sera largement enterré, de 25 m, sur un total de 75 m de hauteur!).

Cette forêt est biologiquement très riche, de par sa diversité et l'âge des peuplements de sa flore et sa faune, déjà très déstabilisée

par les nombreux sondages de terrain. A brève échéance, sont également menacés le parc à mouflons de Cadarache et l'avifaune du confluent Durance-Verdon, la seconde de Provence après celle de Camargue en nombre d'espèces et de populations.

Selon Antoine CALANDRA «**l'engouement pour le projet est totalement surréaliste et en déconnexion des enjeux actuels. Le déferlement des déclarations et des discours pro-ITER est à la mesure de l'aveuglement général face à la tâche qui nous attend. On ne peut croire qu'un projet d'avenir puisse naître dans un tel irrespect des milieux naturels et des hommes.**

Pourquoi tenter de reproduire dangereusement ce qui se passe au sein des étoiles alors qu'un bel astre luit au dessus de nos têtes, et en Provence particulièrement, dont l'énergie, propre, accessible à tous et ne compromettant pas la vie future, ne demande qu'à être mieux utilisée?»

**Fabienne Gautier**

source: <http://reacteur.iter.free.fr/>

JAB  
1211 Genève 8  
PP (Journal)  
CH-1211 Genève 8

## Corée du Nord : un signal d'alarme

**Le 9 octobre 2006, après l'annonce de l'essai atomique de la Corée du Nord, l'association Moruroa e tatou <sup>(1)</sup> lançait un l'appel à la paix que nous reproduisons ci-après.**

L'association Moruroa e tatou condamne vigoureusement l'essai nucléaire de la Corée du Nord comme elle a condamné tous les essais, quel que soit l'Etat qui en prend ou en a pris la responsabilité.

Depuis des années, nous le disons avec tant d'autres : non, les armes nucléaires ne conduisent pas à la paix et à la coopération entre les peuples. Oui, tous les Etats qui ont des arsenaux nucléaires doivent se plier aux engagements pris, depuis 1968, dans le cadre du Traité de non-prolifération qui prévoit, dans son article 6, le renoncement aux armes nucléaires. A force de parler de dissuasion et de défense ultime de leurs intérêts vitaux qui motivent le maintien de leurs armes nucléaires, les Etats concernés suscitent des émules dans le monde, au risque d'une conflagration générale qui signifierait la fin de l'humanité. Israël, l'Inde et le Pakistan hier, la Corée du Nord aujourd'hui et peut-être l'Iran demain, tous se prévalent de leur sécurité pour justifier l'arme nucléaire. Comment leur interdire une arme à laquelle les puissances nucléaires ne veulent pas renoncer ?



*Premier essai atmosphérique à Moruroa en 1966. Jusqu'en 1995, 200 essais seront effectués.*

Les Polynésiens savent que les essais nucléaires ont affecté gravement leur santé. Les anciens travailleurs de Moruroa témoignent qu'ils n'ont guère été protégés des radiations et leur lot, ce sont, dix, vingt ou trente ans après, des cancers et des leucémies en surnombre. Qu'en est-il de la population de la Corée du Nord qui, pas plus que nous en Polynésie, n'a probablement jamais été consultée ?

Moruroa e tatou considère l'essai nucléaire de la Corée du Nord comme un signal d'alarme. Il est temps que les puissants de ce monde changent le cap. La paix et la sécurité du monde, c'est investir plutôt dans le développement équitable que dans les armes nucléaires, c'est donner des crédits à la recherche pour vaincre

des maladies redoutables comme le sida, c'est respecter notre planète comme le plus grand bien que nous léguerons aux générations futures, c'est donner la parole aux populations qui ont toujours préféré le dialogue et l'échange à la confrontation.

**Association Moruroa e tatou**

(1) en français « Moruroa et nous », rassemble des travailleurs polynésiens ayant exercé une activité sur les sites d'expérimentation des bombes françaises dans l'archipel des Tuamotu. Beaucoup d'entre eux sont aujourd'hui atteints par diverses maladies graves et en particulier des cancers.